

**QUATRIÈME
CONFÉRENCE DES
NATIONS UNIES
SUR LES
PAYS LES MOINS
AVANCÉS
ISTANBUL, TURQUIE
DU 9 AU 13 MAI 2011**



Photo: La Banque Mondiale/Shehzad Noorani | Bangladesh

Document d'information 3



LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

Les mouvements de fonds vers les pays les moins avancés ayant connu la plus forte croissance au cours des dix dernières années sont ceux des investissements directs étrangers (IDE), qui sont passés de moins de 5 milliards USD en 2000 à environ 33 milliards USD en 2008, avant de redescendre à 28 milliards USD sous les effets de la récession mondiale.

Le dynamisme du volume des IDE s'accompagne d'un changement rapide de leurs pays d'origine.

Traditionnellement, la grande majorité des investissements extérieurs provenait des pays développés. Dorénavant, 60 pour cent des flux d'IDE émane de pays en développement et de pays en transition (notamment les IDE apportés par des fonds souverains), d'après le World Investment Report 2010 de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

En République démocratique du Congo, au Malawi et au Lesotho, par exemple, environ la moitié des IDE entrants provient de l'Afrique du Sud voisine. Le rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud estime que 40 pour cent des IDE en provenance de pays du Sud sont destinés à des pays moins avancés.

Néanmoins, la part des IDE mondiaux investis dans les PMA reste inférieure à 2 pour cent. Qui plus est, les investissements ne sont pas répartis de manière homogène ni ne présentent une composition qui soit très bénéfique au développement à long terme : douze nations exportatrices de pétrole et de minerais sont responsables d'environ 76 pour cent des IDE totaux destinés aux 48 pays les moins avancés. (Il est à noter toutefois qu'un secteur de croissance non minier est celui des investissements dans les télécommunications en Afrique.)

En 2009, l'Angola a ainsi absorbé plus de 13 milliards USD d'IDE (après avoir atteint un pic de 16,5 milliards USD en 2008) ; le Soudan, 3 milliards USD et la Guinée équatoriale, 1,6 milliard USD. Le montant des IDE destinés aux PMA suivants chute rapidement, 32 des 48 PMA ayant reçu moins de 200 millions USD en 2009.

Actuellement, la formation de capital des PMA provient en grande partie de sources extérieures plutôt qu'intérieures. La stimulation des IDE revêt donc une importance stratégique à leurs yeux. Les

obstacles devant être surmontés pour attirer les investissements sont les dimensions limitées des marchés, la faiblesse du climat des affaires, l'instabilité des infrastructures et le niveau élevé de risque ressenti.

Les avantages sont l'attrait que représentent les investissements dans des industries à vocation exportatrice, qui permettent de tirer parti d'un accès préférentiel aux produits des PMA sur les marchés des pays riches, et les flux d'aide publique au développement ; s'ils sont axés sur l'amélioration de l'environnement pour les investisseurs.

Une réunion internationale des ministres des Finances organisée à Lisbonne en 2010 a abouti à la conclusion que les gouvernements des PMA doivent favoriser une politique créant des conditions favorables aux IDE et un cadre réglementaire qui les attirera. Plus précisément, les ministres ont déclaré qu'ils devraient :

- encourager les IDE à travers des partenariats public-privé dans les secteurs des infrastructures, notamment les transports, les communications et l'énergie, en particulier les énergies propres et renouvelables ;
- accroître le transfert de connaissances et la formation d'un savoir-faire à partir des IDE, à travers un enseignement professionnel en partenariat avec des entreprises étrangères ;
- renforcer leur capacité de négociation avec des partenaires multilatéraux ;
- formuler une politique stratégique intégrée et un cadre réglementaire pour les IDE dans le secteur de la production agricole, notamment en ce qui concerne le développement des infrastructures, la concurrence, les échanges et leur facilitation et la R-D ;
- en instaurant les garanties appropriées, promouvoir l'agriculture contractuelle liant des entreprises internationales du secteur agroalimentaire et des agriculteurs afin d'améliorer les revenus prévisibles de ces derniers et leurs capacités de production et afin de leur permettre de tirer profit des chaînes de valeur mondiale.

Afin de répondre aux préoccupations croissantes provoquées par l'achat de terres à grande échelle dans les pays pauvres, un ensemble de principes essentiels recommandés est en cours d'élaboration par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds international de développement agricole, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et la Banque mondiale. Ces principes doivent être mis en œuvre conjointement par les pays hôtes et les pays d'origine. Afin de garantir la sécurité alimentaire dans les pays hôtes dans le cadre des IDE alloués à la production alimentaire et à vocation exportatrice, les pays hôtes et les pays d'origine

pourraient conclure des accords relatifs au partage de la production.

Des mesures de soutien international, notamment l'accès aux marchés et l'aide publique au développement, devraient être conçues de manière à encourager les IDE dans tous les secteurs prioritaires des PMA, y compris le secteur de la production à forte intensité de main d'œuvre. En particulier, l'aide publique au développement destinée au renforcement des capacités techniques des entreprises nationales leur permettrait d'instaurer des partenariats avec des investisseurs étrangers.

Lors de leur réunion de Lisbonne, les ministres des Finances ont exprimé l'espoir de voir prendre des mesures d'incitation à la maximisation de l'impact durable des investissements extérieurs en direction des PMA. Les partenaires de développement pourraient donc adopter des régimes préférentiels d'investissement, à travers :

- des mécanismes d'accès aux marchés ;
- des exonérations de taxes pour les entreprises qui investissent dans des secteurs prioritaires ;
- des garanties contre les risques liés aux investissements et aux crédits ;
- l'inclusion de dispositions relatives aux capacités de production et aux infrastructures dans les accords d'investissements internationaux ;
- la diffusion d'informations relatives aux opportunités d'investissement dans les PMA auprès des entreprises appropriées des pays donateurs ;
- l'encouragement des multinationales à divulguer des informations internes sur leurs investissements dans les PMA.

LES TRANSFERTS DE FONDS DES TRAVAILLEURS ÉMIGRÉS

Une autre source de financement extérieur privé est l'envoi de fonds à domicile par des émigrés des pays les moins développés vivant et travaillant à l'étranger. Le volume de ces transferts de fonds est en augmentation depuis dix ans ; il est passé de 6 milliards USD en 2000 à 23 milliards USD en 2008 et atteindrait, d'après une estimation de la Banque mondiale, 24 milliards USD en 2009. Ces transferts représentent environ 4 pour cent du produit intérieur brut (PIB) total des PMA. En 2008, les transferts de fonds ont représenté plus du quart du PIB au Lesotho et à Samoa et environ un cinquième du PIB au Népal et à Haïti.

La plupart de ces transferts sont utilisés pour la consommation personnelle et familiale, diminuant la pauvreté et la faim, mais participant peu à l'allocation du capital. Dans une moindre mesure,



Centre commercial à Kampala, Ouganda: De plus en plus d'investisseurs cherchent à profiter de revenus croissants des consommateurs aux PMA. | Photo: Panos/Mikkel Ostergaard



Installation de câbles en fibre optique au large de la côte de l'Afrique de l'Est: Plus de PMA auront des liens de communication avec l'extérieur plus rapides et moins chers. Photo: Reuters/Joseph Okanga

les transferts de fonds ont toutefois été utilisés pour créer des petites et moyennes entreprises, et leur circulation dans les PMA contribue à renforcer les mécanismes du secteur financier au niveau de la population. Les projets de proximité financés par les transferts de fonds contribuent à améliorer les infrastructures locales.

Une autre caractéristique importante des transferts de fonds est leur résistance aux récessions mondiales, comme le montre le fait que leur volume soit resté constant et ait même augmenté au cours de l'année 2009, d'après les estimations de la Banque mondiale. Cette aptitude des flux de transferts de fonds à surmonter l'adversité, qui reflète la détermination des ressortissants émigrés des PMA à subvenir aux besoins de leur famille même s'ils doivent puiser dans une épargne personnelle limitée, aide à compenser le caractère irrégulier des IDE et de l'aide au développement, qui ont tendance à augmenter en période d'expansion puis à diminuer quand ils sont requis le plus, lors des phases de ralentissement.

Une manière stratégique d'améliorer les retombées des transferts de fonds internationaux consiste à mettre sur pied des moyens de réduire les coûts de transaction souvent élevés qui leur sont associés et à élaborer des mécanismes et des mesures d'incitation pour les orienter vers des investissements plus productifs.

AFFLUX D'IDE DANS LES PMA, PAR RÉGION (en milliards USD)

	2008	2009
AFRIQUE	27.9	25.6
AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES	0.0	0.0
ASIE	4.3	2.1
OCÉANIA	0.1	0.2
TOTAL	32.4	28.0

Source: CNUCED, WIR 2010



Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement des Nations Unies

